

Le compromis social impossible de Manuel Valls

LE MONDE | 12.04.2014 à 10h05

Quand un nouveau premier ministre s'installe à Matignon, un de ses premiers actes est de recevoir les partenaires sociaux. Manuel Valls n'y a pas dérogé, en s'entretenant, vendredi 11 avril, avec les dirigeants des organisations syndicales et patronales. Et ces derniers profitent de l'occasion pour faire monter les enchères. Ils n'y ont pas manqué, en présentant leurs cahiers de revendications, les syndicats exprimant les « *inquiétudes* » des salariés et le patronat « *la grande nervosité* » et l'impatience des chefs d'entreprise.

Si M. Valls peut se flatter de bénéficier d'une forte popularité, son baptême du feu social a montré que sur ce « *chemin étroit et périlleux* », selon la formule de Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, il n'y aura pas d'état de grâce. Car cette concertation sous tension a souligné le profond clivage entre les partenaires sociaux sur le pacte de responsabilité voulu par François Hollande.

La CGT et FO ont confirmé leur opposition à un pacte dans lequel elles voient un « *cadeau au patronat* » sur fond d'austérité. Thierry Lepaon, le secrétaire général de la CGT, s'est montré particulièrement véhément. Un an après son élection, il n'a toujours pas réussi à asseoir sa légitimité. Et la contestation interne le conduit à durcir sans cesse le ton.

« DIVISION SYNDICALE »

M. Lepaon s'est donc livré à un lourd réquisitoire. Il a estimé que le gouvernement n'avait pas entendu « *la sanction sévère des choix politiques* » faits depuis 2012, infligée aux élections municipales. Il a dénoncé « *la poursuite d'une politique libérale qui dégrade la situation des salariés et réduit leurs droits sociaux* ». Rien n'a trouvé grâce à ses yeux, M. Lepaon ayant même reproché au pouvoir d'« encourager la division syndicale »...

Bien installée dans sa posture de partenaire privilégié du gouvernement, la CFDT est restée fidèle à son réformisme, soulignant d'emblée que « *le pari de l'échec et le refuge de l'immobilisme* » ne sont pas dans ses « *gènes* ». Elle se veut « *exigeante et constructive* ». Mais, à moins de deux mois de son congrès, M. Berger a élevé la barre de ses exigences, en faisant état de ses « *nombreuses interrogations* » sur la mise en oeuvre du pacte de responsabilité, qui suppose une « *obligation d'engagements et de résultats concrets* ».

SATISFAIRE À LA FOIS LE PATRONAT ET LES SYNDICATS

Pierre Gattaz, le président du Medef, a lui aussi fait monter la pression en exigeant que le pacte de responsabilité, qui doit être définitivement mis sur les rails lors de la conférence sociale prévue en juin, fasse l'objet d'une loi « *avant l'été* ».

Manuel Valls est donc confronté à une équation sociale bien difficile à résoudre : satisfaire à la fois le patronat et les syndicats en réalisant pour le pacte ce que M. Hollande a appelé un « *grand compromis social* ». Un tel pari semble impossible.

En concluant ses entretiens, M. Valls a inscrit ses pas dans ceux de Jean-Marc Ayrault, en affirmant que le dialogue social était sa « *marque* » et qu'il serait « *permanent* ». Sa chance est que l'opposition syndicale est fragilisée. En effet, toutes les mobilisations dans la rue depuis vingt-deux mois ont échoué.

Mais il n'est pas à l'abri de colères ponctuelles, notamment du côté d'une jeunesse qui se sent délaissée. M. Valls a promis de « *donner une impulsion décisive dans les prochains jours en faveur du pacte* ». Pour convaincre des partenaires plutôt méfiants, il lui faudra, de toute urgence, passer à l'acte.